

**Recherche et enseignement supérieur  
Des emplois stables  
et des budgets décents pour  
les organismes de recherche  
et les établissements universitaires**

**Le mardi 21 novembre 2006**

**Rassemblements**

*À Paris 14 h au Parvis du musée d'Orsay, en régions devant les préfetures*

Demain, mardi 21 novembre, le Parlement doit voter le budget 2007 de la nation. Contrairement à ce que voudrait faire croire le gouvernement, la recherche et l'enseignement supérieur ne sont pas favorisés. Depuis 2002, l'effort de recherche de la France a baissé de 2,24 à 2,11 % du produit intérieur brut (PIB). Depuis 10 ans, la dépense de recherche progresse moins vite (1,4 % par an) que le PIB (2,3 %). À ce rythme, en 2010, l'effort de recherche ne représentera plus que 2,01 % alors qu'on nous promet 3 %. Bien qu'on nous rabâche les oreilles avec le milliard supplémentaire, la France a moins dépensé, hors inflation, pour la recherche en 2005 qu'en 2002. En 2007, la subvention de l'État pour le CNRS sera inférieure en volume (98 %) à ce qu'elle était en 1993 ! Alors que le ministère de la Recherche reçoit les syndicats pour envisager des mesures contre la précarité de l'emploi, le gouvernement créera, en 2007, plus d'emplois en CDD (environ 2 500) que de postes de titulaires (1 550). De plus, le CNRS n'a pas les moyens de financer les créations de postes de titulaires prévues par le gouvernement, d'où le gel de 172 nouvelles embauches.

*J. Fossey, secrétaire général du SNCS-FSU*

**L**e gouvernement est satisfait de son budget pour 2007 et de sa loi-programme pour la recherche. Nous pas. Le milliard annuel supplémentaire pour la recherche et l'enseignement supérieur, 19 milliards en cumulé, d'ici 2010, est un faux milliard. Il est, en effet, constitué de 300 à 400 millions d'avantages fiscaux qui ne font pas progresser l'effort de recherche. Par contre, cela améliore le CAC 40 et les fonds de pension américains.

Le gouvernement est content de multiplier les créations d'agences (de financement, d'évaluation, de moyens, de programmations...) et de fondations privées. Nous pas. Ce sont des institutions opaques, favorisant le lobbying, le gâchis des moyens financiers, la multiplication des CDD. Elles sont totalement sous la coupe du gouvernement, bien que formellement indépendantes.

Le gouvernement est satisfait de réduire la marge de manœuvre des organismes de recherche. Nous pas. De plus, ils sont en permanence sous l'éternelle menace des coupes et autres gels budgétaires. Au CNRS, la subvention d'État n'a pas progressé depuis 1993. Cela lui impose d'avoir une politique malthusienne qui, un jour, favorise une partie des sciences du vivant au détriment des sciences de la matière et des sciences humaines et

qui, brutalement, un autre jour, décide de couper son effort car il n'a plus les moyens de sa politique.

Le gouvernement est satisfait du nombre d'emplois créés dans la recherche et l'enseignement supérieur. Nous non. Car ces emplois, pour une grosse moitié, sont des contrats à durée déterminée. De plus, leur nombre est largement insuffisant au vu des objectifs déclarés.

Le gouvernement est satisfait de sa « revalorisation » de carrières. Nous non. Car ce ne sont que des primes. Ainsi, 1/20<sup>e</sup> des chargés de recherche, recrutés depuis deux ans au plus, aurait droit, pour deux ans, à une super-prime représentant 50 % du salaire de base. Pendant ce temps, les thésards de 3<sup>e</sup> année devront encore attendre pour avoir une allocation représentant 1,5 fois le SMIC. Quant aux première et deuxième années, on verra plus tard. Les super-primes, introduites par Brechot à l'Inserm avec le doux nom de Contrat d'interface, font des émules. Ainsi Catherine Bréchnignac, qui n'a pas suffisamment de finances pour ouvrir tous les postes statutaires du CNRS, veut tenter la formule.

Nous refusons cette politique de paillettes sur fond de restriction budgétaire. Nous devons le dire haut et fort en participant massivement aux rassemblements de demain, mardi 21 novembre.